de la société. Du point de vue social, la révolution apparaît toujours comme un acte de force, car, étant dirigée contre la domination de la classe au pouvoir, elle oppose la force du mouvement social à la force de l'appareil d'oppression et de contrainte de l'Etat. Mais c'est une lutte menée par la majorité écrasante contre la domination d'une minorité. Elle est donc accompagnée de la crise du pouvoir politique et de la défaillance de l'appareil de contrainte. Elle ne doit donc pas nécessairement prendre la forme d'une lutte armée. La possibilité d'éviter une guerre civile dépend des facteurs qui limitent le désordre qui naît au cours des luttes révolutionnaires et paralysent la réaction armée de la classe dominante : elle dépend donc de la force et du degré de conscience et d'organisation du mouvement révolutionnaire.

Nous n'existons pas en dehors de l'histoire, nous sommes soumis à ses lois. La révolution est une conséquence inévitable de la crise du système, et le niveau de préparation (organisation, élaboration du programme) détermine les frais sociaux qu'elle entraînera. Le seul crime contre la paix intérieure, c'est la politique de la bureaucratie dominante qui tente d'abord de désorganiser les masses et de les priver de conscience politique, puis passe ensuite aux moyens militaires de contraînte pour essayer de briser la montée des mouvements révolutionnaires. Le souvenir de Poznan et de Budapest reste vivant dans notre mémoire.

2º L'argument des chars soviétiques. On dit que l'éclatement éventuel de la révolution en Poiogne aurait infailliblement provoqué une intervention armée de l'U.R.S.S., dont le résultat, du point de vue militaire, ne saurait être mis en question. Les auteurs de ce raisonnement supposent que tout se passe dans « un pays pris à part », ce pays étant à titre exceptionnel déchiré par des conflits de classes, tandis que dans les pays voisins, il n'y aurait pas de classes, mais uniquement des armées régulières avec un nombre bien déterminé de chars et d'avions. Ainsi la révolution ne causerait aucun effet hors des frontières du pays où elle éclaterait.

Ce « réalisme politique » très particulier est totalement infirmé par l'expérience historique. Les crises révolutionnaires ont toujours eu un caractère international. L'année 1956 n'était pas de ce point de vue une exception. Mais nous avons déjà vu que la bureaucratie disposait alors de réserves économiques et sociales, ce qui lui permit de résoudre la crise à l'aide d'une manœuvre réformiste. Cectreina la montée de la révolution en Pologne et permit d'éviter une situation révolutionnaire en Tchécoslovaquie et en U.R.S.S.; ainsi la bureaucratie a pu isoler et écraser ensuite la révolution hongroise.

La phase actuelle de la crise se caractérise par le manque de réserves indispensables pour effectuer une nouvelle manœuvre. Ceci concerne aussi bien la Pologne que la Tchécoslovaquie, la R.D.A., la Hongrie et l'Union Soviétique. Il est difficile de dire dans lequel de ces pays commencera la révolution. Par contre, il est certain qu'elle ne s'arrêtera pas là. Dans aucun de ces pays, la crise sociale ne peut être surmontée — ne serait-ce que de façon temporaire — à l'aide de réformes et de concessions: il n'y a plus rien à réformer. Dans ces conditions, le mouvement révolutionnaire ne pourra que se répandre à l'échelle du bloc tout entier, et la possibilité d'intervention armée de la bureaucratie soviétique s'exprimera par le degré de gravité des conflits de classes en U.R.S.S.